

# Solidaires 37

Trimestriel des syndicats  
Solidaires Unitaires Démocratiques d'Indre et Loire

« DU PAIN ET DES ROSES » (devise des IWW américains).

Numéro 41 octobre/novembre 2014

Union  
syndicale  
**Solidaires**

**L**a mort de Rémi Fraisse, dans une petite vallée du Tarn, a été à l'origine d'une onde de choc à travers la France. Nous avons été nombreux/ses à être accablé-e-s par cette nouvelle tragique. Cette mort est avant tout la résultante d'une cécité des élu- es face à des revendications légitimes et face à des projets obsolètes. Elle remet sur le devant de la scène la violence de l'Etat et de ses forces de répression.

Quelles sont les légitimités pour l'emploi de grenades offensives ou défensives (des armes de guerre !) lors de manifestations ?

Quelles légitimité à l'emploi de flash-ball (un manifestant a perdu un œil à Blois fin octobre) lors d'attroupements publics ?

Et que viennent faire les flics de la BAC (Brigade Anti-Criminalité !) dans les manifestations ?

A Tours, nous subissons depuis des mois, des pressions pour nous interdire de manifester comme bon nous semble. Parallèlement, nos syndicats se retrouvent de plus en plus devant des cas de répression liée à leur activité : entretiens préalables, conseils de disciplines, procès en justice, etc. C'est notamment le cas à La Poste.

On le voit, le climat est à l'écrasement de

tout collectif de lutte et de résistance. Merci à la gauche ! Avec, en embuscade, un Front National qui compte les coups et engrange les victoires idéologiques.

La " démocratie " représentative est profondément malade. A force de mépris, de népotisme, d'accaparement des pouvoirs et d'ignorance de la cause sociale.

Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale que nous représentons a, plus que jamais, un rôle prépondérant de propositions et de refondation sociale absolument nécessaire.

Nous œuvrerons dans ce sens en renforçant notre solidarité interprofessionnelle et en faisant converger les luttes, par trop éparées, qui apparaissent ça et là ! "



## SOMMAIRE :

Page 2 : Loi ferroviaire

Page 3 : Plan social au Chu de Tours

Page 4 : Nouvelles de la poste

Page 5 : Dette, forum solidaires

Page 6 : Solidarité femmes de ménage grecques

Page 7 : Science en marche

Page 8 : Formations

**L**a loi ferroviaire a été promulguée le 4 août, après avoir été votée par l'Assemblée nationale et le Sénat. Son contenu, définitif et incontestable, met fin aux mensonges contre la grève soi-disant inutile, à la propagande de la Direction SNCF et du gouvernement sur une loi qui ne devait rien changer pour les cheminot-es, qui devait mettre fin aux dysfonctionnements...

Les grévistes n'ont pas cru ces patrons de la SNCF qui ont organisé la séparation SNCF/RFF de 1997, qui l'ont soutenue contre SUD-Rail durant plus de 15 ans, puis qui, pour tenter d'expliquer que la loi de 2014 était bonne, se sont déclarés pour la réunification. Maintenant que la loi est votée et que son contenu est définitif, chacun-e peut constater qu'elle divise encore plus le système ferroviaire et va vers la privatisation.

L'inédite unicité d'action sans faille entre CGT et SUD Rail (avec le soutien de FO qui malheureusement n'est plus représentative) se poursuivra et doit se renforcer par des tournées syndicales communes préparant la suite, si possible avec d'autres organisations lorsque la nouvelle réglementation du travail et la convention collective seront discutées.

En juin, nous avons tenu des AG communes (CGT - SUD Rail - FO) qui se voulaient le plus larges possibles afin de mobiliser un maximum de cheminot-es. Nous sommes allé-es rencontrer les non-grévistes sur leur lieu de travail pour les sensibiliser sur les conséquences néfastes de la réforme dans leur quotidien tout en dénonçant la communication scandaleuse de nos dirigeant-es et en démontant l'argumentation mensongère des 2 OS complices des patrons (UNSA et CFDT). Pourtant, de nombreux militants et équipes syndicales de ces deux syndicats, ont participé à la grève, condamnant dans les faits l'attitude de leurs directions fédérales. Il faut espérer que devant la casse de nos droits sociaux, ces deux syndicats se joindront aux combats pour les maintenir.

SUD-Rail revendique une convention collective nationale au périmètre large, incluant tous les person-

nels qui contribuent au service ferroviaire (nettoyage, manutention, restauration, gardiennage, personnel des CE, etc...) et fondée à minima sur les dispositions en vigueur à la SNCF. C'est la seule façon d'empêcher le dumping social généralisé que la loi met en place !

Le gouvernement a décidé de publier un « décret-socle » qui servira de base pour élaborer la future convention collective. C'est le niveau social de ce décret qui fixera le niveau des droits que le gouvernement veut nous supprimer.

A noter que les organisations syndicales sont exclues de toute discussion sur le contenu de ce décret.

C'est pour éditer un décret-socle au minimum social que le ministère a refusé tout amendement visant à prendre le RH0077\* comme base minimum. Il est pourtant applicable à 95% des salarié-es du secteur ferroviaire.

Après la publication de ce décret, les « négociations » pourront débiter. Le gouvernement a indiqué, dans la loi, qu'en cas d'absence d'accord entre le patronat et les syndicats de salarié-es, c'est lui qui publiera par décret la convention collective. Le patronat est donc tranquille. Il peut mettre la barre très haut car le gouvernement a indiqué clairement qu'il ne voulait plus du RH0077.

**Tous les syndicats doivent défendre les droits des cheminot-es !**



\*RH0077: règlement sur le temps de travail des cheminot-es

**Calendrier 2015 des conseils de solidaires 37: RDV à 14h à la camusière :**

Lundi 12 janvier   Lundi 9 février, Lundi 9 mars   Lundi 13 avril   Lundi 11 mai   Lundi 8 juin  
Lundi 7 septembre   Lundi 12 octobre   Lundi 9 novembre   Lundi 14 décembre

Ouverts à tous et toutes

## Plan social au CHU !



**E**n mai dernier la direction du CHU a présenté un budget déficitaire pour 2014 de près de 4 millions d'euros. Ce budget a été retoqué par l'ARS (Agence Régionale de Santé) en juin 2014. L'ARS a demandé au CHU de revoir sa copie en faisant un plan d'économies afin de proposer un

budget équilibré. Ce sont ces mesures d'économies qui ont été présentées au Conseil de Surveillance du 12 septembre. La majeure partie de ces économies est basée sur la suppression de lits d'hospitalisation complète : 34 lits en moins au total, concernant principalement l'orthopédie, mais aussi la gynécologie et l'ORL/Ophthalmologie. Ces fermetures permettent de redéployer 30 postes équivalents temps plein. Concernant la chirurgie plastique il semble que cela soit repoussé pour plus tard.

Ces mesures tournent bien sûr le dos aux besoins de la population et aux intérêts des personnels hospitaliers.

Et ce n'est qu'un début puisqu'une deuxième vague d'économies nous est promise par la direction pour 2015 !

Au conseil de surveillance, la Directrice Générale l'a annoncé: si nous ne prenons pas des mesures « rigoureuses » (douloureuses ?), le CHU sera en déficit jusqu'au moins en 2020 !

Et pour faire passer la pilule de ces suppressions de lits et redéploiement de personnel, il est mis en place comme dans le privé des mesures d'accompagnement: aide à la mobilité et à la formation pour partir de l'hôpital, possibilité de partir plus tôt avec un petit pactole pour ceux et celles qui sont à plus de 2 ans de la retraite, etc.

Au conseil de surveillance nos décideurs (DG, directeur de l'ARS, maire de Tours, président CME, etc) ont été choqués par le fait que le délégué SUD ait employé le terme de « plan social », et la directrice générale a affirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements.

### Passage en force: la DG prend exemple sur les patrons du privé !

Non contente d'organiser un véritable plan social, la directrice Générale en met une couche supplémentaire sur la forme.

En effet, elle a tout fait pour « squeezer » les instances du CHU, CTE et CHS CT. Prétextant que son plan d'économies n'est pas un plan de redressement, elle refusait aux instances, où siègent les délégués-es du personnel, le droit de se prononcer. Et parallèlement les agents concernés par les suppressions avaient 1 mois pour prendre leur décision de redéploiement ou de départ du CHU.

Mais que vont devenir nombre de contractuels-les ?

Si on redéploie les titulaires, que fait-on des contractuels-les actuellement sur les postes proposés aux titulaires ?

Le CHU de Tours n'est pas une exception puisque plus de 400 établissements hospitaliers sont dans le rouge, essentiellement à cause de la politique d'austérité et de réduction budgétaire menée depuis des années au nom de la soi-disant nécessaire réduction des déficits publics.

D'ailleurs le président de la FHF (Fédération Hospitalière de France) qui regroupe les directions d'établissements au niveau national revendique un vaste plan de suppressions d'emplois et la remise en cause des 35 h !

Nous savons aussi que tout est fait pour mettre les budgets hospitaliers dans le rouge ! augmenter le nombre d'actes et réduire la tarification de ces actes en baissant le budget de la sécu.

C'est une logique infernale qui vise à réduire le service public à peu de chagrin, sur le dos des personnels et de la population.

Seule notre mobilisation dans l'unité pourra faire échec à cela. Nous devons faire front, tous et toutes ensemble, syndiqués-es et non syndiqués-es, avec le soutien de toutes les organisations syndicales du CHU.

J'AI FAIT LE CALCUL: COMPTE-TENU DE VOTRE NOMBRE ET DU MANQUE DE MOYENS, JE POURRAI FACILEMENT ÊTRE BIEN TRAITANT 2 À 3 MINUTES PAR JOUR ET PAR PATIENT.



C'est ce à quoi travaille SUD. Les actions ont commencé le 16 puis le 21 octobre.

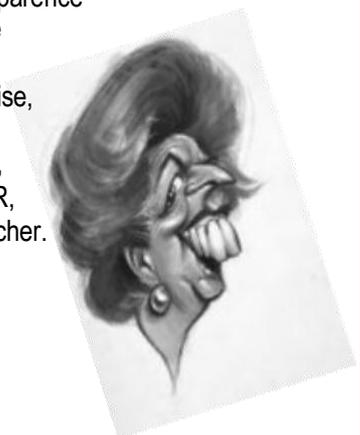
Nationalement, la mobilisation des hostos s'amplifie et appelle à une journée nationale contre l'Hôstérité le 18 novembre à Paris!

Solidaires National doit y prendre toute sa place!

Bonjour la pression, la transparence et la démocratie. En fait elle souhaitait prendre tout le monde de vitesse, par surprise, et passer en force.

Lors de son arrivée au CHU, dans un entretien avec la NR, elle avait cité Margaret Thatcher.

On comprend pourquoi aujourd'hui...





## COMBIEN ÇA COÛTE ?

Les nombreuses procédures judiciaires (toutes perdues) engagées par Tibi Premier, le ci-devant directeur courrier Touraine-Berry, ont coûté énormément d'argent à la Poste et à la collectivité. Nous essayons ci après d'en chiffrer les montants :

Procédure perdue contre notre camarade Didier Cécchella : 2.896 euros.

Procédures perdues contre la désignation par SUD-PTT 36-37 de notre représentant au CHS-CT : plus ou moins 2.000 euros de frais d'avocats en première instance. En cassation, plus ou moins 2.000 euros de frais d'avocats et 2.000 euros versés à SUD aux titres des dédommagements.

Procédure perdue contre Pascal Routy, notre ancien secrétaire départemental : plus ou moins 2.000 euros en frais d'avocats.

Il faut rajouter à cette douloureuse, les coûts des diverses instructions et procédures (sur une base de 100 euros / heure net par magistrat), soit environ 1.700 euros pour l'ensemble et les salaires des fonctionnaires de police mobilisés à l'occasion des 4

rassemblements de soutien à Pascal Routy, des 11  
auditions requises, de la perquisition dans nos lo-  
caux, et du rassemblement de soutien à Didier Cé-  
cchella, soit environ 200 heures réparties sur une  
trentaine de fonctionnaires (moyenne net de 40 eu-  
ros/heure), soit 11.440 euros. Il convient évidem-  
ment de rajouter quelques 2.900 euros de «charges  
sociales».

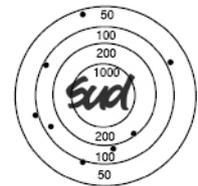
Le résultat est que les frasques mégalomaniaques de Tibi Premier ont coûté donc, **jusqu'à présent**, à mi-nima, **26.900 euros !** À la Poste !!

Vous ne trouvez pas que cela commence à faire beaucoup ? Surtout qu'à chaque fois, la justice l'a renvoyé dans les cordes !

**Et malgré tout, il persévère en saisissant la cour d'appel : prochain procès le 2 décembre à Orléans...**

Comme on atteint des sommets, nous proposons d'affubler le vocabulaire postal de nouveaux qualificatifs que nous pourrions utiliser couramment en cas de récidive : Tibébin, Tibiesque, Tibiren-bique, Tibiubuesque, etc...

**non à la répression  
anti-syndicale**



**les militant-es  
ne sont pas des cibles !**

**Répression syndicale à la poste : RDV le mardi 2 décembre à Orléans!**

**Réservez votre place dans le bus qui partira de Tours auprès de sud ptt : 024785111**

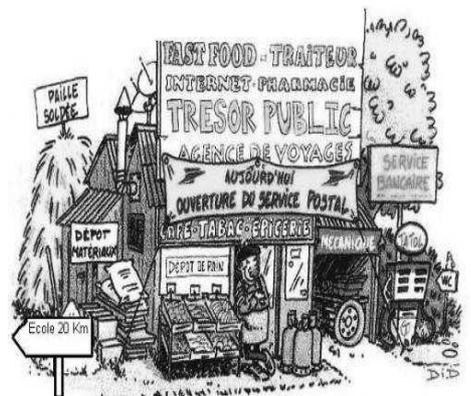
## 13 ANS D'UN ACCUEIL CHALEUREUX

Qui dira que l'on ne ressent pas de la chaleur lorsque l'on pénètre dans un bureau de Poste ? Prenons, par exemple, Tours Wilson, un petit bureau tout propre sur lui.

Problèmes de ventilation récurrents, ventilateurs sensés pallier l'absence de climatisation, température oscillant entre 29 et 35 degrés, c'est cool l'été !

Depuis 2011, les problèmes sont fréquemment signalés et depuis 2011, rien de sérieux n'est fait. La direction préfère réunir les organisations syndicales au cours de « Commission de Dialogue Social Postal » pour les endormir à grands coups de discours lénifiants et d'autosatisfaction galopante. Pendant ce temps là, elle laisse rôti le personnel dans les bureaux...

### Facteur Plus



**L**a dictature parfaite aurait les apparences de la démocratie. Une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude ».

**Aldous Huxley**

## La dette, quelle dette?

Pas un matin sans entendre un éditorialiste radio ou télé nous asséner qu'il faudrait quand même prendre les bonnes décisions pour enfin réduire cette dette qui menace notre économie ...et d'enfoncer le clou en donnant les recettes pour réduire la dette : restreindre le nombre de fonctionnaires, attaquer le code du travail trop protecteur, revenir sur les 35 h...

Ces mêmes éditorialistes ne relaient pourtant pas une information dérangeante publiée en mai dernier : **au moins 59% de la dette de l'Etat seraient illégitimes.** C'est la conclusion d'une enquête \* menée par les CAC (Collectifs pour un audit citoyen de la dette). Ce collectif, très prudent dans ses évaluations aurait pu se monter plus radical et conclure à une illégitimité totale de la dette. Mais quand même 59% c'est pas rien: voyons de plus près.

**Baisse des recettes :** Si les déficits ( et donc la dette) augmentent, c'est d'abord par un manque de recettes du à « un allègement constant de la fiscalité des ménages aisés et des entreprises ». S'il avait maintenu le même taux d'imposition, l'Etat aurait une dette moindre de 440 milliards d'euros (sur 1500 milliards)

**Coût des emprunts:** si l'Etat avait emprunté sur la base d'un taux réel ( estimé par le CAC à 2% en moyenne sur une longue période), la dette serait amputée de 488 milliards d'euros. Et si, au lieu de se plier au traité de Maastricht qui l'interdit, l'Etat avait fait le choix d'emprunter à la banque Centrale, les taux auraient été encore plus faibles et la dette également.

**En gros, l'Etat a baissé les impôts des riches et leur a emprunté du fric à des taux élevés pour combler le manque de recettes fiscales!**

A cause de ces décisions , la dette représente aujourd'hui 90 % du PIB ( produit intérieur brut) au lieu de 53%.

Le rapport se termine par une série de propositions visant à alléger la dette sans passer par l'austérité, des options crédibles, ouvertes au débat, non concoctées par des expert-es.

**Nous devons populariser les résultats de cet audit, ne serait –ce que pour ouvrir le débat, sortir du carcan imposé par les politiques et les médias serviles et pour montrer que d'autres choix sont possibles.**

\* vous pouvez retrouver cet enquête sur : [www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org).



**Forum Solidaires du 11 octobre : dommage** que nous soyons soit si peu à en être!

*" Les forces vives du monde entier s'éveillent d'un long sommeil. La Grèce est au centre de cette violence d'un monde à créer, appelée à supplanter la violence absurde d'un monde fasciné par le progrès de son autodestruction. "* -Raoul Vaneigem, Thessalonique, 2010.

Cette citation apparaît dans le film « **ne vivons plus comme des esclaves** » de Yannis Youlountas cinéaste militant franco- grec que nous avons invité. Le débat qui a suivi a été riche en questionnements sur les façons de résister, inventer, reconstruire des solidarités dans ce monde capitaliste .... Vaste programme effectivement.

Les tables expos des associations, des librairies, le repas et le bar étaient riches et fournis.

Les concerts ( « les Volo », « 1ère ligne » et la très remarquée nouvelle formation musicale de solidaires de très bonne qualité.

**Pourtant seules 150 personnes se sont déplacées. A croire que nous sommes encore un peu « esclaves » dans nos têtes, y compris militantes!**



## Solidarité avec les 595 femmes de ménage grecques licenciées au nom de l'intérêt national.

Depuis plus d'un an, tous les jours elles manifestent devant l'immeuble de leur employeur public, le ministère des finances. Licenciées depuis le 17 septembre 2013 avec l'objectif de transférer l'activité qu'elles exerçaient dans les mains d'entreprises privées sous-traitantes, ces 595 femmes de ménage sont le symbole de la résistance contre les politiques de réduction des dépenses publiques en Grèce et partout dans le monde.

La dette en Grèce comme ailleurs est une formidable opportunité pour supprimer les services publics, satisfaire les appétits privés tout en précarisant les emplois et baissant les salaires. En son nom, on matraque les catégories sociales les plus fragiles comme ces femmes de ménage grecques, pour beaucoup des mères élevant seules leurs enfants avec des salaires oscillant autour de 600 euros. Encore trop pour les entreprises de ménage qui rêvaient de les embaucher à 200 euros !

Méprisées pour travailler dans des emplois de service peu qualifiés, leur licenciement semblait facile, peu exposé à être dénoncé et recevoir des soutiens. Et pourtant elle luttent avec cette même force qui leur était déjà nécessaire pour travailler: elles ont participé aux 26 grèves générales, pris la rue et pour parvenir à se rendre visibles, elles bousculent les routinières formes de luttes des syndicats traditionnels.



Aux journées d'actions éphémères et inefficaces, elles ont substitué l'action directe et collective. Elles misent sur la non violence, l'humour et le spectaculaire comme ce mur humain, symbole de résistance, qu'elles dressent quotidiennement en plein centre d'Athènes.



Que la police anti émeute régulièrement les brutalise n'a fait que renforcer leur détermination.

Exemples pour toutes et tous, elles ont réussi à susciter un soutien national et international. La dernière mobilisation date du 23 septembre, jour où la Cour suprême de Grèce devait statuer sur leur réintégration ou donner raison au gouvernement en approuvant leur licenciement.

Le report de décision au 24 février 2015 signe leur deuxième victoire. Elles avaient en effet gagné leur réintégration devant un tribunal de première instance, jugement dénoncé par le ministère des finances au nom de *l'intérêt national*...

*La justice grecque nous a donné raison et pourtant le gouvernement refuse d'appliquer les décisions judiciaires. Il se venge sur nous parce que nous avons choisi de vivre dans la dignité, écrivent-elles dans la pétition qu'elles ont mises en ligne: N'attendez pas que nous allons plier.*

Femmes partout premières victimes des politiques libérales comme salariées et utilisatrices des services publics, mais femmes partout, DEBOUT.

*Nous les femmes de ménage de Grèce, déclarait Dymitra à la presse, nous sommes dans les rues et nous y resterons tant que nous n'aurons pas récupéré notre travail et rappelé aux membres du gouvernement que ce sont eux qui doivent partir: nous les peuples de Grèce et d'Europe, allons les chasser.*

**L'austérité met des barrières, la solidarité n'a pas de frontières !**

### Infos aux retraité-es Solidaires

Nous sommes 70 retraité-es syndiqué-es dans les syndicats de Solidaires 37 et nous participons à l'intersyndicale des retraité-es d'Indre et Loire. Afin de pouvoir vous transmettre les comptes rendus des réunions et tous les documents concernant les actions promues par l'intersyndicale, la commission des retraité-es de Solidaires 37 vous demande de transmettre votre adresse électronique à Solidaires 37 [solidaires37@orange.fr](mailto:solidaires37@orange.fr) ou à Jean-Michel Surget [jean-michel.surget@wanadoo.fr](mailto:jean-michel.surget@wanadoo.fr)



La mobilisation « Sciences en Marche » vient de s'achever, après 3 semaines de vélo et la convergence à Paris le

Vendredi 17 Octobre. La présence de **8000 personnes** à cette manifestation, dont 150 cyclistes pour l'entrée dans Paris, a été un point d'orgue impressionnant et fédérateur. Parler d'un succès est toutefois un peu erroné, puisque aucunes concessions du gouvernement n'ont été obtenues. **De toute évidence, la lutte doit continuer.**

Le monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) publique constate, depuis une bonne dizaine d'années, une dégradation des conditions de travail, d'accès à l'emploi, et une multiplication de conflits d'intérêts économiques. Le taux de chômage chez les jeunes docteurs approche les 10 %. Le mode de financement des équipes de recherche sur projet à court terme a provoqué une brusque augmentation de la **précarité** (CDD à répétition) des personnels de la recherche (à tous les niveaux de personnels, techniciens, administratifs, ingénieurs, chercheurs et enseignants). **Les logiques de compétitivité**, d'excellence, et d'évaluations personnelles ont détérioré les relations au sein des laboratoires et équipes de recherches. De toute évidence, la nécessaire collaboration entre scientifiques et la libre communication des résultats n'est plus qu'une douce illusion !

C'est dans ce contexte que quelques membres de Sud-Recherche ont participé de manière active à l'initiative « Sciences en Marche ». Cette mobilisation a consisté en une convergence à Paris à vélo, à travers les principales villes universitaires de France, où ont été organisés divers événements grand public. A Tours, le collectif a accueilli des cyclistes venus de Nantes, Le Mans, et Toulouse, et a tenu un beau stand sur la place Anatole France le Samedi 11 octobre (le jour du forum!). Près de 100 personnes ont participé à cette belle journée. Les différents sites universitaires (Grandmont, 2 Lions, Tanneurs) et l'INRA ont été bien représentés. A noter également la participation appréciée du collectif de précaires de l'Université de Tours et de l'atelier de vélo Roulement à Bill !

Cette mobilisation quelque peu originale a permis à des personnes pas forcément militantes de s'impliquer, en leur permettant de faire quelque chose de concret (même s'il faut encore souligner une participation déséquilibrée de chercheurs, et de biologistes, alors que d'autres catégories de personnels et d'autres secteurs se sont moins mobilisés). De l'extérieur, sur la route, on a reçu un accueil favorable et de nombreux encouragements. De l'intérieur, **ce mouvement a permis de nombreuses rencontres personnelles enrichissantes !**

A l'inverse, lorsque sur certaines étapes en vélo, on s'est retrouvé très peu nombreux-ses, on a pu avoir l'impression d'être une « bande de rigolos un peu naïfs ». Heureusement que l'accueil à Paris par des dizaines puis des centaines de personnes a permis de se sentir soutenus ! L'aspect « exploit sportif » ne doit pas masquer **le collectif réuni pour cette mobilisation**. La structuration du collectif (très flou au niveau des prises de décisions), une certaine inexpérience (notamment due à sa volonté d'être asyndical) doivent cependant appeler à la vigilance pour la suite du mouvement. Et renforcer la participation syndicale!

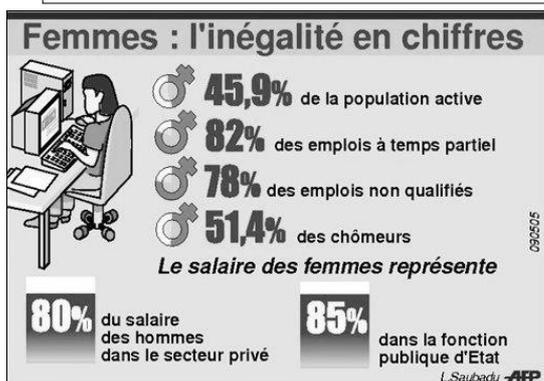


Devant les enjeux de société portés par les sciences, il apparaît plus qu'urgent de défendre la mission de service public de l'ESR. La communauté de l'ESR a tout à gagner à œuvrer pour **une convergence des luttes de défense des services publics**. La critique du détournement important du Crédit Impôt Recherche par de grands groupes doit faire écho au **ras-le-bol des institutions financières et de la fraude fiscale**. La critique de la gestion par projet et du discours sur l'excellence doit faire écho au **ras-le-bol des impératifs de compétitivité !**

Sciences en Marche cherche à convaincre le grand public de l'importance de l'ESR. Quoi de plus convainquant que de réaffirmer que les sciences sont un bien public, au service mais également à la disposition des citoyens ? En l'absence de cette dimension citoyenne, une mobilisation pour l'emploi scientifique, pour de meilleurs financements (quantitatif et qualitatif), paraîtra forcément (à juste titre?) comme une revendication d'une communauté tournée uniquement vers ses propres intérêts. **Les sciences sont un bien public.**

Texte complet sur <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?>

Rappel: **formation accueil Solidaires le mercredi 17 décembre** : ouverte à tous-tes, elle abordera l'histoire du syndicalisme, son actualité, le fonctionnement et les valeurs de SOLIDAIRES, etc.



**Les jeudi 5 et vendredi 6 février 2015,  
 formation CGT/FSU/SOLIDAIRES  
 sur l'égalité professionnelle femmes/hommes  
 dans le secteur public et privé.**

Au moment où les accords égalité professionnelle vont être mis en place dans le secteur public, il paraît important de former nos équipes, d'utiliser l'expérience, pas toujours probante des équipes du privé pour avancer sur ces questions, trop souvent « mal » traitées

ou « sous » traitées. Les grandes lignes de ces 2 jours:

- Inégalités professionnelles : il existe des inégalités, même dans la FP. Stéréotypes et inégalités de salaires. Pourquoi des inégalités ? **Rachel Silvera économiste, maîtresse de conférence , auteure du livre « un quart en moins » viendra introduire cette formation.**
- Des exemples concrets vécus dans les établissements ou boîtes. (ex : promotions, avancements, primes...). Recrutements.
- Historiques des lois (privé), pénalisation non respect plans égalité professionnelle et public : « rapports de situation comparée » au niveau départemental/régional/national les accords qui en découlent
- Les accords égalité professionnelle dans le public et dans le privé
- Les accords « égalité professionnelle » :
- public : décortiquer les accords nationaux
- privé : des exemples par boîte
- Outils de négociation des accords (avancement, critères de recrutement...) dans les boîtes/instances
- Comment nos organisations s'en emparent ? Quels recours juridiques ? Quelles réponses collectives ?
- Quels outils d'accompagnement pour les équipes syndicales ?

**Inscrivez vous!**

**CONTACTS SOLIDAIRES / SUD**

SUD PTT Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12  
 SUD Santé sociaux Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22 sudsantesociaux37@gmail.com  
 SUD Education Tel : 02 47 85 11 15 sudeduc37@gmail.com  
 SUD Culture, SUD Protection sociale, SUD FPA, SUD Logement social, SUD Collectivité territoriales, SNUPFEN, SPAS-MET-météo, SUD rural, SUD Radio France, SUD industrie, SUD Travail, SUD Radiall, SUD Route, SUD Transport, SUD Nettoyage, SUD Saur

*18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin*

SOLIDAIRES SUD KEOLIS TOURS Avenue de Florence 37705 Saint Pierre des Corps sudkeolis@outlook.fr Tel: 06.76.15.68.98

SUD Recherche EPST, Centre de recherche Inra, 37380 Nouzilly  
 SUD Caisse d'épargne Tel/Fax : 02.47.28.39.94  
 SUD Rail 11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)

SUD Étudiants 3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07  
 SUD CAM CRAM 1Bd Winston Churchill  
 Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42

SUD Michelin B.P. 424 37304 Joué les Tours  
 Solidaires Finances Publiques 40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex  
 SNJ Multimédia NR 232, Avenue de Grammont 37048 Tours cedex

**SOLIDAIRES 37**

Édité par Solidaires 37

*Siège social :*

18, rue de l'Oiselet

La Camusière

37550 Saint Avertin

Tel/Fax : 02.47.28.39.94

*E-mail :*

[solidaires37@orange.fr](mailto:solidaires37@orange.fr)

*Site :*

<http://www.solidaires37.org>

Directeur de publication :  
 Jean-Michel Surget